



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
V^x-COLOMBIER
STUDIO

IMPRESSION DE PROGRAMMES, BROCHURES, AFFICHES DE LA COMEDIE-FRANÇAISE ET ROUTAGE DE BROCHURES

*Procédure d'appel d'offres ouverte passée en application des dispositions des articles L.
2124-1, R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique*

Type de marché

Fournitures courantes et Services

Référence du marché

2025-001-SG

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française
Place Colette
75001 Paris

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE DU CCP

ARTICLE 1	PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2	OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1	Objet des prestations	4
ARTICLE 3	PIÈCES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 4	CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
4.7	Emballage	9
ARTICLE 5	IMPRESSION DE PROGRAMMES, BROCHURES ET ROUTAGE DE BROCHURES	
	– 10	
ARTICLE 6	IMPRESSION AFFICHES -.....	11
6.1	Impression des affiches	11
6.2	Délais d’exécution	11
6.3	Fréquence d’impression des documents	11
ARTICLE 7	MODALITÉS D’EXECUTION.....	11
ARTICLE 8	PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE	12
8.1	Éco responsabilité	12
8.2	Démarche éco responsable	12
10	OBLIGATIONS DES PARTIES.....	13
10.3	Obligations du titulaire.....	13
10.4	Obligations du pouvoir adjudicateur.....	13
11	CONTRÔLE ET QUALITÉ	13
11.3	Archivage et destruction des fichiers	14
11.4	Disponibilité	14
11.5	Non-conformité.....	14
12	GARANTIE FINANCIÈRE	14
13	PRIX DE L’ACCORD-CADRE	14
13.2	Caractéristiques des prix pratiqués.....	14
13.3	Variations dans les prix du BPU	15
14	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	16
14.2	Acompte et paiements partiels définitifs	16
14.3	Présentation des demandes de paiement	16
15	PÉNALITÉS ET DÉFAILLANCE DU TITULAIRE	17
15.2	Pénalités de retard	18
15.3	Pénalité pour défaut quantitatif	18

15.4	Pénalité pour défaut qualitatif	18
15.5	Défaillance du titulaire.....	18
16	VÉRIFICATIONS ET ADMISSION	19
16.2	Opérations de vérification	19
16.3	Admission.....	19
17	RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE	19
18	ASSURANCES.....	20
19	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	20
19.2	Documents à remettre relatifs au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail tous les six (6) mois pendant l'exécution de l'accord-cadre.....	20
19.3	Pénalités pour travail illégal	21
20	RÈGLEMENT DES LITIGES.....	21
21	CONFIDENTIALITÉ	21
22	MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE ET CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIÉTÉ... 22	
22.2	Modification de l'accord-cadre	22
22.3	Cession de l'accord-cadre.....	22
23	DÉROGATION AU C.C.A.G-F.C.S	22

ARTICLE 1 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

La Comédie-Française,

Place Colette 75001 Paris, représentée par le directeur général des services,

L'entreprise attributaire du marché, ci-après désignée le Titulaire.

ARTICLE 2 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet des prestations

La prestation inclura l'impression des documents, le stockage du papier, ainsi que le conseil et la photogravure des images de certains documents.

Les publications sont un élément majeur de la communication et des relations aux publics de la Comédie-Française (Épic et filiales), elles pourront varier en nombre et en format en fonction des saisons (septembre à juillet). La description ci-après est calée sur la saison type 2024-2025.

2.2 Décomposition de l'accord-cadre

En application de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots séparés. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. Les prestations étant du même type quel que soit le lieu de l'exécution, l'allotissement risque de rendre techniquement difficile leur suivi.

2.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à de sa date de signature et au plus tard le 1^{er} juillet 2025.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement par périodes successives d'un (1) an, au maximum trois (3) fois. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra donc excéder quatre (4) ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en informera le titulaire par écrit au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

2.4 Forme et montant de l'accord-cadre

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

La présente consultation est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 180 000 euros HT passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

2.5 Réalisation de prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

2.6 Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;
- Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes de l'accord-cadre, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

2.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 3 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.- F.C.S., les pièces constitutives de chacun des lots sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

L'acte d'engagement (A.E.)

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.P.) ;

Le bordereau de prix

Le(s) bon(s) de commande ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.), en vigueur à la date de remise des offres ;

Les normes administratives et législatives en vigueur ;

L'offre technique et financière du titulaire.

Sauf approbation expresse du pouvoir adjudicateur, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire (devis, factures, documents commerciaux...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

L'exemplaire de l'accord-cadre conservé dans les archives de la Comédie-Française fait seul foi.

ARTICLE 4 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Processus d'exécution

Le processus d'exécution des prestations se décompose en plusieurs étapes :

1) Les commandes de prestations sont formalisées par la personne publique, et par courrier électronique ou par téléphone, avec indication des caractéristiques techniques de la commande, la date souhaitée et le lieu de livraison. Si le document à fabriquer ou imprimer est finalisé, il est joint à la demande.

2) Le Titulaire établit un devis conforme aux prix du BPU et/ou du catalogue. La Comédie-Française se réserve la possibilité de valider ou non ce devis. Le Titulaire a 48 h ouvrées pour émettre le devis.

3) Une fois le fichier HD remis par la Comédie-Française au Titulaire, ce dernier envoie un devis électronique (et lorsque demandé, un devis papier), ce devis pourra faire l'objet de plusieurs échanges entre le Titulaire et la Comédie-Française.

4) Une fois le devis validé par la Comédie-Française, le Titulaire est tenu de confirmer sans délai et par tout moyen l'accusé réception de la commande auprès du service émetteur de la personne publique. Dès réception, le titulaire prend en charge l'exécution de la commande, le délai contractuel de réalisation des prestations débute. Sans réponse de sa part dans les 24 heures suivant l'envoi du bon de commande, ce dernier sera considéré comme réceptionné et le délai d'exécution débutera, sauf cas dûment justifié ne lui étant pas imputable.

5) L'approbation du devis est suivie de l'émission d'un bon de commande, lequel reprendra, conformément au BPU, les prestations nécessaires à l'exécution de la mission, le délai ainsi que les coûts unitaires et totaux HT et TTC de la prestation.

6) Le prestataire devra accuser réception des bons de commande dans les meilleurs délais.

7) Suite à la réception par le Titulaire du Bon de livraison (BL) signé par la personne publique, le Titulaire devra émettre la facture.

4.2 Contenu détaillé des prestations

La prestation concerne le réglage, l'impression, le façonnage et la livraison des documents mentionnés dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Dans le cadre de ces missions, le prestataire devra jouer auprès des services un rôle de conseil pour déterminer les caractéristiques techniques d'une commande afin d'obtenir le résultat attendu (type de papier, type de façonnage...) et défini au moment de la demande de devis émise. Le titulaire est informé que certaines des commandes devront être traitées dans des délais d'exécution courts. Le respect des délais d'exécution fixés à l'article « délais d'exécution » du présent CCP est un point important de la bonne exécution de ce marché.

Le titulaire s'engage donc à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour répondre aux prestations dans les délais impartis.

S'agissant des brochures, le Titulaire pourra être amené à effectuer leur routage une ou deux fois par an.

Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou d'un manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

4.3 Accord-cadre à bons de commande

Les échanges préalables à l'émission d'un bon de commande entre le Titulaire et la Comédie-Française s'effectuent par tous moyens.

Tout changement dans le contenu d'une commande émise doit faire l'objet d'une confirmation écrite.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'apparition des besoins, par l'émission de bons de commande. Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom et les coordonnées du service émetteur ;
- détail de la prestation, et le nombre d'exemplaires à fournir ; le cas échéant remisé ;
- s'il s'agit d'une commande via le catalogue du fournisseur, la référence et la page doivent être précisées ;
- les prix unitaires applicables aux prestations commandées ;
- le montant du bon de commande (HT, TVA et TTC);
- le prix du papier le cas échéant,
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Les bons de commande sont envoyés au titulaire par courriel. Le titulaire est tenu d'accuser réception sans délai et par tout moyen des bons de commande auprès du service émetteur de la Comédie-Française.

Seuls les bons de commande signés par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

4.4 Lieux et horaires de livraisons

Les livraisons sont effectuées aux lieux et plus précisément dans les locaux indiqués sur le bon de commande. Les livraisons sont effectuées, sans supplément de prix, à l'intérieur des locaux. Les principaux lieux des livraisons sont :

- Comédie-Française, Place Colette, 75001 Paris ;
- Studio-Théâtre, 99 rue de Rivoli, Place de la Pyramide Inversée, 75001 Paris ;
- Théâtre du Vieux-Colombier, 21 rue du Vieux Colombier, 75006 Paris.

Plusieurs lieux (majoritairement en France) pourront être indiqués sur le bon de commande.

Les livraisons sont effectuées pendant les jours ouvrés et durant les heures ouvrables des services, précisées par courriel en fonction du lieu de livraison

Les documents livrés par le titulaire doivent être accompagnés d'un bordereau de livraison mentionnant :

- l'identification du titulaire,
- la référence de la commande,
- l'identification des fournitures livrées, la quantité, leur répartition par colis le cas échéant,
- la date d'expédition,
- la date de livraison.

Le titulaire est responsable du transport, des opérations de conditionnement, d'emballage et de chargement. Le conditionnement devra être adapté à la nature des travaux.

Le bon de livraison devra être signé par le représentant de la Comédie-Française qui constatera contradictoirement la date de livraison ainsi que les quantités livrées par unité de conditionnement. Une copie du bon de livraison sera jointe à la facture correspondante.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire. La livraison s'effectue franco de port.

Les prestations devront être livrées dans des colis solides et dotés de systèmes de fermetures suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport, de manutention et de distribution.

Exécution du routage des documents imprimés

Les documents seront mis sous enveloppe ou sous film ; et idéalement sous étuis cartons avec calage. Les documents envoyés par le titulaire doivent être accompagnés d'un bordereau d'envoi.

L'affranchissement s'effectue au tarif en vigueur. Il existe un tarif « livres et brochures » pour les envois postaux, dans le cadre de la promotion de la langue française, donc pour les envois hors de la France métropolitaine :

<https://www.laposte.fr/entreprise/produits-et-services/livres-et-brochures>.

4.5 Obligations de résultat

Il s'agit d'un marché à obligation de résultats. La réalisation complète des objectifs, décrits dans le présent cahier des clauses particulières ainsi qu'à l'annexe 5 « le bordereau des prix unitaires » à l'acte d'engagement constitue une obligation essentielle du titulaire. Dans les cas où les objectifs ne seraient pas totalement atteints, le paiement des prestations peut-être diminué des pénalités et/ou réfections applicables.

Le choix des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs définis, et leur utilisation, relèvent exclusivement du titulaire. L'ensemble des prescriptions techniques mentionnées dans le cahier des clauses particulières (CCP) ainsi qu'au bordereau des prix unitaires un minimum requis, le titulaire est invité à proposer les compléments qu'il juge utile dans le cadre de l'obligation de résultats à laquelle il doit répondre.

4.6 Suivi des prestations

Le titulaire s'engage à apporter une attention toute particulière à la qualité du suivi du marché. Le titulaire s'engage à mettre à la disposition de la Comédie-Française un interlocuteur unique chargé de le conseiller et de suivre l'exécution du marché ainsi qu'un suppléant dédié.

Le nom, le numéro de téléphone ainsi que l'adresse électronique de ces personnes seront communiqués à la Comédie-Française immédiatement après notification du marché.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces interlocuteurs en cours de marché, le titulaire en avisera sans délai la Comédie-Française et lui indiquera les noms, les coordonnées du nouveau responsable et du suppléant dédié.

L'imprimeur tiendra à jour un tableau sur la saison faisant apparaître le planning de fabrication des programmes ainsi que pour chacun d'eux : le coût de fabrication (part de l'impression, part du papier et coût total). Le tableau de suivi devra être transmis sur simple demande de la Comédie-Française.

4.7 Emballage

Le titulaire privilégiera les emballages en papier kraft et en carton à la place des emballages en plastique.

Publications : les cartons de programmes, brochures de saison et enveloppes devront être étiquetés, mentionnant le « nom du document » et les quantités.

Chaque carton ne devra pas excéder 8 kg

Affiches : à plat ou en rouleau (précisé à la commande)

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

ARTICLE 5 IMPRESSION DE PROGRAMMES, BROCHURES ET ROUTAGE DE BROCHURES –

5.1 Description des documents à réaliser à titre indicatif

BROCHURE DE SAISON : 1 à 2 fois par an

Plié 11,2x16,8 cm à la française, ouvert 22,4x16,8 cm

- Impression : HUV - Quadri Recto Verso
- Papier : offset type Print speed 90 gr
- Brochage : dos carré collé cousu
- Colisage : vrac pour 15 000 ex routeurs et cartons (poids inférieur à 8kg)
- Livraison 5 points (3 théâtres, routeur, stockeur)
- Routage entre 2500 et 15000 exemplaires environ

BROCHURE CALENDRIER 24 ou 32 pages

- Format : Plié 11.2x16.7cm à la française, ouvert 22.4x16.7cm
- Impression : HUV - 2 Couleurs Recto Verso
- Papier : PRINT SPEED 110 gr
- Brochage : 2 piqûres métal à cheval
- Colisage : Mise sous élastique / Caisses carton
- Livraison 4 points Paris et région parisienne
- Routage de 2500 à 5000 exemplaires environ

PROGRAMMES de spectacle (environ 25 brochures par an) 16 ou 32 pages

Tirages : entre 2000 et 45 000 exemplaires / programme

Total annuel : 352 000 ex

- Format : Plié 11.2x16.8cm à la française, ouvert 22.4x16.8cm
- Impression : HUV - Quadri Recto Verso
- Papier : Print Speed 110 gr
- Brochage : 2 piqûres métal à cheval
- Colisage : Paquets thermo
- Livraison : 1 point (ou 2 points pour 12 d'entre eux)

5.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront variables selon la nature des prestations (détaillées ci-après). Toutefois, les prestations standards seront réalisées en 3 jours ouvrés. Pour chaque réalisation, le délai d'exécution par courriel au moment de la commande.

Délais d'exécution	Prestations concernées
Sous 72 heures	Impression, fourniture et livraison d'un support (tous types de support, avec finition hors couture)
Au-delà de 72 heures	Le délai sera défini d'un commun accord avec le titulaire selon complexité de la demande

5.3 Fréquence du routage

Concernant la BROCHURE de saison : un routage annuel entre 2 500 de 15 000 adresses environ est prévu (essentiellement en France, moins d'une centaine à l'étranger) avec dédoublement, mise sous film (voir si solutions éco responsables existent), affranchissements.

Pour les BROCHURE Calendrier : un routage annuel environ 5000 adresses environ est

prévu, essentiellement en France avec dédoublement, mise sous film (voir si solutions éco responsables existent), affranchissements.

Les conditions de l'article 4.4 du présent document sont applicables.

ARTICLE 6 IMPRESSION AFFICHES -

6.1 Impression des affiches

L'agence graphique conceptrice prestataire de la Comédie-Française fournira un fichier PDF haute définition prêt à imprimer. Les prestations les plus courantes sont des affiches au format, 40x60, 100x150, 200x150 (affiche pantalon). Le graphiste fournit un fichier PDF haute définition au format 40x60 à l'imprimeur qui se charge de le mettre à l'échelle des autres formats (100x150).

6.2 Délais d'exécution

Délais d'exécution	Prestations concernées
Environ 10 jours ouvrés	Impression standard
3 jours ouvrés	Impression d'urgence

6.3 Fréquence d'impression des documents

Une fois ou a deux par mois en moyenne.

ARTICLE 7 MODALITÉS D'EXECUTION

Le prestataire devra être en mesure d'imprimer en offset HUV.

Technologie offset HUV avec un groupe en traditionnel pour les pantones fluo et encres métalliques

- Chaîne de façonnage en interne
 - Découpe en interne (à partir de formes à découpe pouvant être créées à l'extérieur)
 - Flexibilité sur le tirage jusqu'au Bon à Tirer. Le prestataire doit avoir la possibilité d'acheter du papier pour la quantité maximum requise et de stocker l'excédent lorsque le tirage est fixé pour une quantité inférieure, celui-ci étant communiqué au moment de la remise du traceur de contrôle
 - Nécessité d'assister au calage chez l'imprimeur (concernant les affiches : possibilité d'aller au calage pour au moins un des formats)
 - Calages à partir 9h00.
- Possibilité pour le prestataire de suivre un calage en cas d'absence exceptionnelle des équipes de la Comédie-Française
- Possibilité d'avoir accès sous 24h à des échantillons matières et des exemples d'ouvrages déjà réalisés
 - Mise à disposition de traceurs numériques et corrections sur traceurs
 - Disponibilité et réactivité du commercial référent, qui doit être joignable dans la journée
 - Correction sur chromie par l'opérateur technique
 - Livraison fichier natif possible
 - Corrections intégrées au devis

- Présentation d'échantillons de papier
- Disponibilité (correction en direct avec l'opérateur technique)
- Possibilité d'utiliser un ordinateur de l'imprimeur lors du calage
- Possibilité d'arrêter les machines et de retirer les plaques, et possibilité de réimpression dans les 24 heures
- Garantie sur la propreté des machines
- Politique de développement durable, utilisation d'encre écologique

ARTICLE 8 PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

8.1 Éco responsabilité

Dans le cadre de ce marché, la Comédie-Française souhaite que soient prises en compte ses préoccupations de développement durable.

À ce titre, les conditions d'exécution environnementales suivantes sont exigées.

Le titulaire devra exécuter les prestations dans des conditions conformes à la marque « Imprim'vert » (<http://www.imprimvert.fr/page/41/7/Les-crit%C3%A8res-Imprim-Vert>) et à la norme ISO 14001 définissant les éléments caractéristiques d'un système de gestion efficace et écologique de l'entreprise (<http://www.iso14001.fr/la-norme-iso14001/>).

Dans la mesure du possible, lors des livraisons, le Titulaire utilisera des emballages en papier kraft et en carton.

La Comédie-Française sera vigilante à l'empreinte carbone générée dans la contractualisation avec le prestataire du présent marché.

Le prestataire devra fournir un rapport récent présentant la démarche suivie par son entreprise en termes d'éco responsabilité.

8.2 Démarche éco responsable

8.2.1 Gestion des matières première :

Papier : le prestataire doit être labélisé **FSC et PEFC** et ces labellisations doivent figurer sur chaque devis et factures avec la teneur éventuelle en fibres recyclées

Encre et solvants : Nous demandons que le prestataire soit labélisé **Imprim'vert et Certifié ISO 14001**

8.2.2 Process de fabrication

Pour les normes métier et contrôle de qualité le prestataire doit être certifié ISO 9001 (qualité) et ISO 12647 (gestion de la couleur chromie, épreuve etc.)

9.2.3 Charte RSE

Le prestataire doit être également impliqué dans une démarche RSE (Responsabilité sociétal et environnemental) et en conformité avec la réglementation **Européenne REACH**

9.2.4 Certificats

Il est demandé au prestataire de fournir les certificats à jour avec leurs dates de validités à chaque date d'anniversaire du présent marché.

10 OBLIGATIONS DES PARTIES

10.3 Obligations du titulaire

Le titulaire désignera **un correspondant unique** afin de simplifier les relations au jour le jour avec les représentants du pouvoir adjudicateur.

Cet interlocuteur désigné devra être joignable à tout moment (aux heures ouvrées), devra prendre toutes les décisions opérationnelles nécessaires pour assurer la bonne exécution des prestations et gérer les situations exceptionnelles, notamment les urgences, grèves, problèmes de livraison, etc...

Lors de la réunion de lancement du marché, l'interlocuteur unique communiquera ses coordonnées directes de téléphone mobile et fixe (numéro non surtaxé) ainsi que son adresse mail à tous les représentants des membres du groupement.

Le titulaire s'engage de manière générale à :

- ✓ mettre en place les moyens nécessaires pour assurer la prise en compte et le suivi de chaque commande,

- ✓ respecter les instructions des bons de commandes ainsi que le niveau de qualité exigée dans le présent lot,

- ✓ assurer la confidentialité des prestations (fichiers communiqués, intervention du personnel, stockage, etc.),

- ✓ prévenir le service demandeur immédiatement après constatation de tout événement et/ou fait de nature à mettre en danger la bonne exécution des prestations, et mettre en place dans les plus brefs délais toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires,

- ✓ coopérer de façon étroite et mettre à la disposition de chaque membre du groupement toutes ses compétences, tout son savoir-faire, ses conseils.

Le titulaire garantit que tous les agents participants à l'exécution des prestations possèdent les formations, les qualifications, les diplômes et les habilitations nécessaires à leur activité.

10.4 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- ✓ communiquer les précisions, les listes et les compléments d'information nécessaires au titulaire lors de la réunion de lancement du marché et porter à sa connaissance toute modification en cours d'exécution du marché au fur et à mesure de leur survenance,

- ✓ transmettre en temps et en heure les fichiers et originaux permettant le traitement par le titulaire de l'impression, la copie et de la livraison sur site des documents.

11 CONTRÔLE ET QUALITÉ

11.1 Calage

La Comédie-Française doit pouvoir se rendre aux calages des brochures, programmes et affiches, à partir de 9h les jours ouvrés. En cas d'impossibilité, la personne référente du dossier à l'imprimerie doit pouvoir suivre elle-même le calage.

11.2 Impression

Dès la réception du fichier jusqu'à la livraison des produits, le titulaire assure le contrôle qualité des opérations.

Le titulaire assurera, en amont, une vérification qualitative de l'ensemble des documents (ou fichiers) "bons à tirer" remis par l'agence graphique conceptrice prestataire de la Comédie-Française. Il signalera à celle-ci les éventuels problèmes de reproduction.

Le titulaire apportera son conseil sur les types de papier, grammage, façonnages, optimisation possibles (de format, pagination...) nécessaires pour avoir un rendu de qualité.

Il assurera ensuite, avant expédition, un contrôle qualitatif et quantitatif des documents.

11.3 Archivage et destruction des fichiers

Le titulaire devra procéder à un archivage de tous les documents sur la plateforme pendant douze mois.

Passé ce délai, il s'engage à détruire tous les fichiers concernés.

11.4 Disponibilité

Le titulaire devra être joignable par téléphone et par mail tous les jours et aux heures ouvrables, du lundi au vendredi, de 8 h00 à 18h30.

11.5 Non-conformité

Tous tirages et/ou dossiers sujets à une non-conformité fera l'objet d'une réserve écrite, transmise au titulaire par e-mail, dans les meilleurs délais.

Ce dernier aura à sa charge l'enlèvement et le remplacement des produits concernés dans un délai de 24 heures ouvrées maximum, à compter de la réception de la réserve écrite de l'entité.

Il pourra être demandé au titulaire un délai inférieur pour toute demande nécessaire au bon fonctionnement des services.

Le remplacement des articles non-conformes seront opérés par tout moyen à la convenance du titulaire dans le respect des délais fixés par le marché, l'ensemble des frais engendrés par ces opérations demeura à la charge exclusive du titulaire.

Liste non exhaustive des non-conformités :

- ✓ une qualité et/ou un type de papier contraire à celui indiqué dans le bon de commande,
- ✓ des défauts d'impression comme des bavures de couleur excédant 0,1 cm,
- ✓ des défauts d'impression comme des couleurs n'apparaissant pas sur les masters,
- ✓ des textes n'apparaissant pas alors qu'ils sont présents sur les originaux,
- ✓ un façonnage (découpe du papier) décalé de plus de 0,1 cm par rapport à la coupe prévue,
- ✓ un façonnage défaillant, pliure des documents décalés, etc.,
- ✓ une reliure non-conforme à la demande et /ou mal positionnée,
- ✓ un emballage abîmant les documents.

12 GARANTIE FINANCIÈRE

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

13 PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Les prix du présent marché sont établis hors T.V.A.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix aux représentants de la Comédie-Française qui le demanderaient.

La facturation sera à envoyer à l'établissement émetteur du bon de commande.

13.2 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix applicables sont unitaires et révisibles dans les conditions définies à l'article 13.2 du présent C.C.P.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application de prix unitaires aux quantités réellement livrées ou services réellement exécutés dans les conditions définies dans l'acte d'engagement propre à chaque lot. Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des coûts de production et tous les frais relatifs au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au(x) lieu(x) de livraison de même que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. L'affranchissement des envois sera celui du tarif postal en vigueur, sans marge. Pour les envois en France, le tarif « Lettre verte » sera privilégié, pour les envois dans le reste du monde le tarif, le cas échéant, « livre et brochure » sera privilégié.

Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité de commander des prestations ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires mais référencés au sein du (ou des) catalogue(s) du Titulaire comportant des prix publics. Pour toute commande réalisée dans ce cadre, le Titulaire s'engage à appliquer le taux de rabais indiqué par lui dans le BPU. Ce taux est unique et sera ferme pour toute la durée du marché (périodes de reconduction comprises).

13.3 Variations dans les prix du BPU

13.2.1 Clause de révision des prix

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisés annuellement, à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre

La révision s'applique sur la base de la formule suivante :

$$P = P_o * I/I_o$$

Dans laquelle

P = prix révisé ;

P_o = prix initial du marché, ou le prix de la précédente révision pour les révisions ultérieures ;

- I : valeur de l'indice à la date anniversaire de l'accord-cadre ;

- I_o : valeur de l'indice à la date limite de remise des offres pour la première révision, puis valeur de l'indice de la précédente révision pour les révisions ultérieures.

En cas de modification de la clause de révision de prix suite au remplacement d'un indice par le Moniteur, la révision de prix est effectuée en tenant compte du nouvel indice, avec l'application, s'il y a lieu, du coefficient de raccordement. Ces règles de révision s'appliquent à l'ensemble des prix figurant dans l'annexe financière. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les nouveaux prix résultant de l'application de la clause de révision sont appliqués à compter du mois suivant le jour de révision et jusqu'à la prochaine date anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord-cadre. La révision est effectuée par le titulaire à la date anniversaire sur la base de l'indice disponible à cette date, même s'il est provisoire.

Le Titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la Comédie-Française, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux tarifs avec un préavis d'un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. À chaque révision, le titulaire adresse aux pouvoirs adjudicateurs une annexe financière mise à jour des prix révisés. Si la révision de prix conduit au maintien des prix existants, le titulaire est dispensé d'un tel envoi, l'annexe

financière en vigueur avant la révision continuant de s'appliquer. En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs applicables sur la période précédente seront tacitement reconduits jusqu'à transmission des nouveaux tarifs par le Titulaire.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de validité concernée.

13.2.2 Clause butoir

Chaque prix unitaire figurant au bordereau des prix unitaires ne peut augmenter, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire de l'accord cadre, que de 5% maximum par rapport à l'année précédente. Ce taux est apprécié prix unitaire par prix unitaire.

14 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

14.2 Acompte et paiements partiels définitifs

Aucun acompte ne sera versé dans le cadre du présent marché.

14.3 Présentation des demandes de paiement

Chaque facture ne peut correspondre qu'à un seul bon de commande.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-FCS.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les factures devront être déposées sur le portail Chorus Pro, accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. En application de l'article R. 2192-3 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'adresse de facturation devant figurer sur les factures dématérialisées est :

Comédie-Française

Agence comptable
Place Colette
75001 Paris

Ou

Studio-Théâtre

Galerie du Carrousel du Louvre
99 rue de Rivoli
75001 Paris

Ou

Théâtre du Vieux-Colombier

21 rue du Vieux-Colombier
75006 Paris

Conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures feront apparaître, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- ☐ Références du marché et identification des parties :
 - le numéro et l'objet du présent marché ;
 - la date et le numéro de la facture (numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries) ;
 - le nom et l'adresse de l'émetteur de la facture (titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct), en précisant, le cas échéant, le numéro de SIRET et la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
 - le nom et l'adresse de la Comédie-Française ;
 - le cas échéant, le numéro du bon de commande ;
- Nature et montant des prestations exécutées :
 - la date d'exécution des prestations ;
 - la quantité et la dénomination précise des prestations exécutées ;
 - Le cas échéant, la référence du catalogue doit mentionner à la fois la référence du produit et sa page au sein du catalogue ;
 - Pour les bons de commande, le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
 - le montant total TTC de la facture, le montant total hors taxes, et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions (telles que les réfections de prix) ou versements complémentaires ;
 - en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- ☐ Modalités de paiement :
 - les références du compte bancaire à créditer, telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement ;
 - le cas échéant, les modalités de règlement.

Sont désignés pour le règlement des sommes dues :

- Comme ordonnateur : le Directeur général des services de la Comédie-Française
- Comme comptable assignataire du paiement : l'Agent comptable de la Comédie-Française

Le titulaire aura également la possibilité - s'il le souhaite - d'envoyer ses demandes de paiements par courrier en version papier à l'adresse postale susmentionnée.

En tout état de cause, seule la date de réception de la facture sera prise en compte pour le calcul des délais de paiement.

15 PÉNALITÉS ET DÉFAILLANCE DU TITULAIRE

Les pénalités sont forfaitaires, non révisables et cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-F.S.C, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités prévues au présent marché ne sont pas libératoires. De fait, leur paiement par le titulaire n'est pas de nature à le délier de ses obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-F.C.S, en cas de non-respect de l'une des prescriptions, les pénalités applicables sont les suivantes :

15.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire dépasse de son fait, les délais contractuels d'exécution qui lui sont impartis, celui-ci encourt, par jour de retard et, sans mise en demeure préalable, des pénalités égales à 5% du montant de la prestation non exécutée par jour de retard. Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

15.3 Pénalité pour défaut quantitatif

Si la quantité livrée n'est pas conforme à ce qui a été défini dans le cadre du bon de commande, la Comédie-Française met le titulaire en demeure, dans un délai maximum de 48 heures :

- Soit de reprendre l'excédent livré ;
- Soit de compléter la livraison dans les plus brefs délais. Dans ce cas, la Comédie-Française appliquera une pénalité égale au montant de la part manquante ;
- En dernier recours, et dans le cas où les délais de complétion rendraient la demande obsolète, la Comédie-Française acceptera la prestation en l'état. Il appliquera sans mise en demeure une pénalité égale au montant de la part de la prestation non livrée.

15.4 Pénalité pour défaut qualitatif

Si au moins 5% des exemplaires commandés comprennent un défaut de calage, de couleurs, de papier, de façonnage, de conditionnement ou de tout autre aspect technique, et que la réimpression des documents ne permet pas de respecter le délai initial, la Comédie-Française appliquera une pénalité de 15% du montant total de la prestation.

Toute prestation dont la qualité ne correspondra pas à la commande (qualité d'impression, nombre d'exemplaires, caractéristique technique non respectée, etc.) conduira le prestataire à rééditer la commande à ses frais, dans un délai maximum de 48 heures ouvrées. Le titulaire ne pourra pas refuser.

En cas de livraison à une adresse différente de celle indiquée sur le bon de commande, la livraison sera réputée ne pas avoir eu lieu. Le retard induit par une livraison à une mauvaise adresse sera pris en compte pour le calcul des pénalités de retard. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison, due à une erreur du titulaire, sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra être facturée à la personne publique.

Lorsque le Titulaire du Marché détecte une inexactitude, une incohérence ou une imprécision dans le cadre des informations, éléments et documents remis par la Comédie-Française, le Titulaire en informe la Comédie-Française. Tout manquement à ces modalités est susceptible d'entraîner la résiliation du marché au tort du titulaire.

En tout état de cause, le montant des pénalités ne dépassera pas 25% du montant de la commande.

15.5 Défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire ou de résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse suite à un délai de cinq jours ouvrés, la Comédie-Française

pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire du marché, étant entendu, que les frais supplémentaires qui pourraient en résulter par rapport aux prix du marché, seront facturés au titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

16 VÉRIFICATIONS ET ADMISSION

16.2 Opérations de vérification

Les livraisons de fournitures et produits sont constatées par la délivrance d'un bon de livraison signé par le pouvoir adjudicateur.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative seront effectuées dans les conditions des articles 22 à 24 du C.C.A.G.-F.C.S. De manière générale, les opérations de vérification se dérouleront dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la livraison.

Elles se feront dans les locaux indiqués au sein du bon de commande après vérification de leur conformité par rapport au bon de commande validé.

16.3 Admission

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S. par le pouvoir adjudicateur par tout moyen (courrier postal ou électronique, le cas échéant directement sur le site du titulaire).

En cas d'erreur incombant au titulaire du marché, le retraitage sera opéré à ses frais sans que cela puisse donner lieu au versement d'une indemnité de la part de la Comédie-Française. Les produits livrés par erreur seront repris par le titulaire à sa charge.

17 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 35 inclus du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ce dernier ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

Par dérogation de l'article 42 En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire ces pièces, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du C.C.A.G.-F.C.S.

18 ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

19 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

19.2 Documents à remettre relatifs au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail tous les six (6) mois pendant l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à produire tous les six mois, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, les pièces suivantes

- Un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique.

- L'état annuel des certificats reçus, signé par la direction générale des finances publiques ou la copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a effectué les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire, dans les conditions de l'article L.2141-2 du code de la commande publique.

- Le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 126312, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, notamment :

- ☐ La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

- ☐ Pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail.

- Une copie d'attestation d'assurances responsabilité civile en cours de validité.

Le candidat établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire

ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Les candidats joindront une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

19.3 Pénalités pour travail illégal

19.2.1- Pénalité pour non remise des documents

Tous les six (6) mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre, le titulaire doit transmettre l'ensemble des documents demandés à l'article 19.2 du présent C.C.P., relatif au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail.

A défaut, une pénalité de 50 € HT par jour de retard sera appliquée, à compter de l'expiration du délai fixé dans le courrier de mise en demeure.

19.2.2 - Pénalité pour non-régularisation de la situation

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, il sera mis en demeure d'apporter la preuve qu'il a régularisé la situation délictuelle. En outre, le pouvoir adjudicateur alertera les services de contrôle compétents, mentionnés à l'article L.8271-7 du code du travail.

Si la situation n'est pas régularisée dans le délai imparti par la mise en demeure, les sanctions suivantes pourront être prises : - la résiliation unilatérale, sans indemnités, du contrat ; - une pénalité forfaitaire correspondant à 10% du montant HT de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités seront directement imputées sur le paiement des factures ou feront l'objet d'un titre de recette.

20 RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est compétent.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le responsable et le titulaire de l'accord-cadre, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

21 CONFIDENTIALITÉ

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du présent marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf divulgation rendue nécessaire en raison d'obligations légales, réglementaires ou comptables.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance du titulaire.

22 MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE ET CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIÉTÉ

22.2 *Modification de l'accord-cadre*

En complément de l'article 25 du CCAG FCS, les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Dans les cas suivants, le pouvoir adjudicateur est autorisé à procéder à des modifications du marché sans avoir à organiser une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article L. 2394-1 et des articles R. 2194-1 à R.2194-9 du CCP :

- Le changement de cocontractant (cession d'un contrat au profit d'un nouveau Titulaire à la suite d'une liquidation par exemple)
- Modification ou disparition d'un indice dans le cas de la variation des prix
- Des prestations supplémentaires devenues nécessaires et ne figurant pas dans le marché initial
- Des circonstances imprévues pour un acheteur diligent
- Le changement de statut.

22.3 *Cession de l'accord-cadre*

Le Titulaire doit obligatoirement notifier à la Comédie-Française tout changement concernant l'identification du Titulaire (ex : raison sociale ou dénomination sociale, siège social ...), ainsi que toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société, tout changement de coordonnées bancaires, etc. Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation pourra entraîner la résiliation immédiate de l'accord-cadre sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité ni indemnité.

23 DÉROGATION AU C.C.A.G-F.C.S

L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG- F.C.S.

L'article 13.5 déroge à l'article 28 et 42 du CCAG- F.C.S.

L'article 14.4 déroge à l'article 1.8.3 du CCAG- F.C.S.

L'article 15 déroge à l'article 14.1.3 et 14.1.1 du CCAG- F.C.S.

L'article 15.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG- F.C.S.

L'article 17 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.